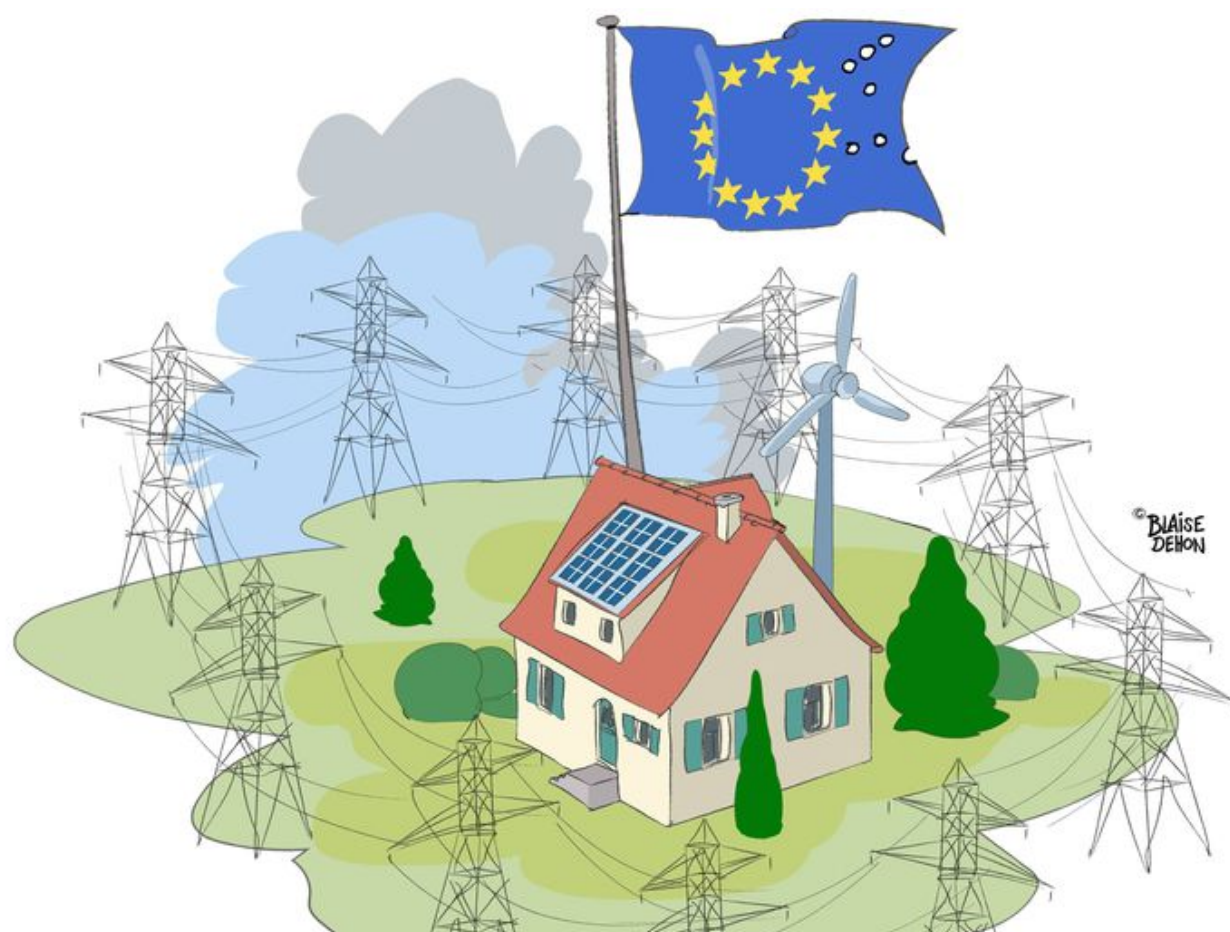


Pour une véritable souveraineté européenne en matière d'énergie

Si les dirigeants européens veulent rétablir une souveraineté énergétique, ils devront accomplir trois choses lors du sommet d'urgence de ce vendredi 9 septembre.

Contribution externe

Publié le 08-09-2022 à 14h37



Une carte blanche de Susi Dennison, Directrice du programme European Power au Conseil européen pour les relations internationales (ECFR)

Alors que nous nous dirigeons vers le sommet d'urgence sur l'énergie convoqué par la présidence tchèque le 9 septembre, les positions des dirigeants européens commencent progressivement à évoluer.

Ils sont de plus en plus conscients que, comme c'est probablement voulu par Moscou, la forte hausse des prix de l'énergie et, plus largement, du coût de la vie, les rendra incapables d'imposer des sanctions plus sévères à la Russie alors qu'elle poursuit sa guerre cruelle contre l'Ukraine pendant l'automne. Les gouvernements comprennent de plus en plus que le chaos que Poutine fait régner sur les approvisionnements énergétiques européens - sous le prétexte d'un désaccord sur les contrats ou l'entretien des pipelines - ne s'apaisera pas tant que les États de l'UE ne commenceront pas à réagir et à résister collectivement.

Mais cette prise de conscience dans les couloirs du pouvoir ne sera pas suffisante. Il faut maintenant faire preuve d'honnêteté politique quant à l'ampleur de la crise à laquelle l'Europe est confrontée, et à la nécessité pour l'Europe d'une planification commune pour l'hiver prochain et au-delà afin de résister à la menace sécuritaire aux multiples facettes à laquelle nous sommes confrontés.

Plutôt que de considérer isolément la hausse des coûts de l'énergie à l'échelle nationale, les citoyens européens ont besoin que leurs dirigeants fassent preuve d'honnêteté et de perspicacité quant à la situation dans son ensemble. L'Europe n'est pas actuellement un acteur du jeu géopolitique de la guerre de Poutine en Ukraine : nous sommes un jouet, et nos choix nous sont retirés.

Lorsque l'Allemagne pousse son allié le Canada à contourner ses propres sanctions afin de réparer le gazoduc Nordstream 1 pour maintenir l'approvisionnement en gaz russe, comme nous l'avons vu en juillet, l'Europe n'est pas souveraine. Lorsque les gouvernements européens placent tous leurs fonds d'urgence pour renforcer leurs approvisionnements de combustibles fossiles pour l'hiver, remplaçant à l'identique ce qu'ils importaient de Russie, on ne peut pas dire que l'Europe soit souveraine. Lorsque les dirigeants européens ont peur de faire des choix plus stratégiques à long terme pour investir dans un plan de sécurité énergétique durable, en développant rapidement le secteur des énergies renouvelables comme prévu dans la stratégie RePowerEU publiée en mai, nous ne sommes pas souverains.

Et ce manque de souveraineté se fait sentir bien plus avant.

Si les dirigeants européens se rendent à la Cop 27 à Charm el-Cheikh en novembre, en ayant fait marche arrière sur leurs objectifs de décarbonisation, leur prétention à montrer l'exemple en matière de climat mondial volera en éclats. Si nous ne pouvons pas, au minimum, nous en tenir aux engagements que nous nous sommes fixés pour respecter l'Accord de Paris, nous n'aurons aucun espoir de combler le fossé de confiance avec les

pays du Sud qui s'est creusé sur le financement du climat, l'allègement de la dette et le nationalisme vaccinal, et l'objectif zéro carbone au niveau mondial sera gravement compromis. L'éventail des urgences induites par le réchauffement climatique dans le monde en 2022 souligne à lui seul les implications d'un manque de fermeté sur nos objectifs climatiques pour l'avenir de l'humanité.

L'honnêteté que les dirigeants de l'UE doivent maintenant à leurs électeurs sur tout ce qui précède ne signifie pas que tout est perdu. Cela implique plutôt d'être clair sur le fait que la crise profonde dans laquelle se trouve l'UE n'est pas seulement le résultat d'un manque de solidarité comme on le dit souvent, mais qu'il s'agit d'une crise de sécurité au sens propre du terme.

Rompre sa dépendance

En demandant aux entreprises et aux consommateurs européens de limiter leur consommation d'énergie afin d'économiser pour l'hiver, on ne leur demande pas de "faire ce qui s'impose", mais plutôt de se protéger. Planifier et économiser ensemble est un moyen d'arriver à une fin : permettre à l'UE de rompre sa dépendance à l'égard d'un adversaire vicieux qui tente de faire évoluer le système mondial d'un ordre fondé sur des règles vers un monde du chacun pour soi. C'est la seule façon de permettre au Pacte vert pour l'Europe de rester sur la bonne voie, en conservant l'espace nécessaire pour investir non seulement dans les carburants "sales" provisoires, mais aussi pour augmenter rapidement la capacité des énergies renouvelables de l'UE.

Les dirigeants de l'UE devraient s'efforcer d'accomplir trois choses lors du sommet d'urgence sur l'énergie du 9 septembre, afin d'assurer la souveraineté énergétique de l'UE.

Premièrement, une entente collective sur la nécessité de mettre la décarbonisation et l'efficacité énergétique au cœur de notre transition énergétique, dans toute l'Europe, entre les gouvernements, l'industrie et les consommateurs. Des récits différents ne peuvent coexister à l'intérieur des frontières de l'UE. Les dirigeants doivent être clairs sur le fait que nous ne nous en sortirons pas sans une action dans tous les secteurs de la société européenne. Il doit y avoir une volonté de partager le coût politique de ce message dans toutes les coalitions gouvernementales au sein des nations européennes.

Deuxièmement, un plan commun de résilience énergétique pour cet hiver, avec des États membres qui planifient ensemble et partagent leurs approvisionnements. L'objectif du Conseil de l'UE de juillet dernier, à savoir une réduction de 15 % de la demande de gaz cet hiver, était une étape positive, mais l'éventail des efforts nationaux dans le cadre du suivi indique la nécessité d'un changement radical d'approche. L'UE doit envisager de manière

stratégique les ressources européennes collectives pour cet hiver, avant que les pénuries probables ne se produisent, afin d'éviter que les demandes ponctuelles d'un État membre à un autre ne deviennent politisées et ne sèment davantage la division. Ce scénario fait partie de la stratégie de Moscou avec les coupures ponctuelles de l'approvisionnement en gaz des États de l'UE, et l'UE doit parer à cette stratégie par une planification commune.

Troisièmement, les importants bénéfices actuels de l'électricité produite à partir de sources propres dans l'UE ne sont pas investis dans l'augmentation des capacités éoliennes, solaires et de l'hydrogène en raison des retards dans l'octroi des permis et de l'insuffisance des primes. Les dirigeants de l'UE doivent redoubler d'efforts dans leurs plans nationaux pour atteindre leurs objectifs énoncés dans la stratégie RePower EU, à savoir augmenter massivement et rapidement la production d'énergie renouvelable. L'investissement et la planification doivent être à la hauteur de l'ampleur de la crise actuelle.

L'UE a maintenant atteint son moment du "quoi qu'il en coûte" sur la crise énergétique manipulée par Poutine. Heureusement, la voie à suivre est claire. Les gouvernements de l'UE doivent maintenant faire preuve du courage politique nécessaire pour suivre cette voie.